



Communiqué de presse

Capitalisme fossile : le rapport « Investing in Climate Chaos 2026 » pointe du doigt les principaux responsables

Berlin / Londres / Berne | 23 juin 2026

Une nouvelle étude menée par urgewald et 25 ONG partenaires met en lumière le rôle joué par des milliers d'investisseurs institutionnels dans les activités liées aux énergies fossiles. Le [site web « Investing in Climate Chaos »](#) révèle quels **gestionnaires d'actifs, fonds de pension, fonds souverains, compagnies d'assurance, fondations et fonds spéculatifs** continuent d'investir dans des entreprises du secteur du charbon, du pétrole et du gaz qui aggravent la crise climatique. Il s'agit de l'analyse la plus complète accessible au public concernant les investissements institutionnels dans les entreprises ayant des activités liées aux énergies fossiles ; elle montre que les investisseurs institutionnels mondiaux détiennent actuellement **plus de 6'500 milliards de dollars US** d'actions et d'obligations d'entreprises issues des industries fossiles.¹ **Plus de 95 %** de ces investissements sont dirigés vers des entreprises qui étendent leurs activités liées aux énergies fossiles, par exemple celles qui exploitent de nouveaux gisements de pétrole et de gaz ou qui favorisent la construction de nouvelles infrastructures liées aux énergies fossiles, notamment des gazoducs, des terminaux de GNL ou des centrales à charbon et à gaz. « Investing in Climate Chaos » recense les portefeuilles d'actions et d'obligations de **plus de 8'400 investisseurs institutionnels** dans des entreprises répertoriées dans les bases de données reconnues d'urgewald consacrées aux industries fossiles : la **Global Coal Exit List (GCEL)**², la **Metallurgical Coal Exit List**

¹ Die Rohdaten für die Untersuchung wurden von Profundo zusammengestellt (<https://profundo.nl/>). Die Daten wurden im Februar und März 2026 abgerufen. Es wurden Investment-Einträge in den analysierten Datenbanken berücksichtigt, welche im Zeitraum Oktober 2024 und März 2026 datiert sind.

² <https://coalexit.org>

(MCEL)³ et la **Global Oil & Gas Exit List (GOGEL)**⁴. Des centaines d'établissements financiers à travers le monde utilisent ces bases de données. Grâce à leurs indicateurs complets sur les plans d'expansion et de décarbonation des entreprises du secteur des énergies fossiles, les investisseurs peuvent identifier celles qui renforcent leurs activités liées aux énergies fossiles et celles qui les réduisent.

Des obligations qui courent jusqu'au 22^e siècle

Les entreprises des industries fossiles se financent en grande partie par l'émission d'obligations. Leurs principaux acheteurs sont des investisseurs institutionnels tels que les fonds d'investissement, les fonds de pension, les assureurs et les fonds spéculatifs. L'étude d'urgewald recense des investissements institutionnels d'un montant de **64 milliards de dollars US dans des obligations d'entreprises fossiles qui n'arriveront à échéance — et ne devront donc être remboursées par leurs émetteurs — qu'après 2050**. Plus de 240 investisseurs détiennent des obligations liées aux énergies fossiles dont les échéances s'étendent jusqu'en 2080 et au-delà.

L'obligation liée aux énergies fossiles ayant la plus longue échéance a été émise par la compagnie pétrolière publique brésilienne **Petrobras** et **arrive à échéance en 2115**.

Petrobras prévoit d'étendre sa production pétrolière au-delà de 2050, au détriment des écosystèmes et des communautés les plus vulnérables du Brésil. L'automne dernier, l'entreprise a commencé des forages au large des côtes amazoniennes et a récemment annoncé la reprise de ses activités de forage dans la forêt amazonienne. Parmi les détenteurs d'obligations à long terme de Petrobras figurent **Franklin Resources** (États-Unis), **Manulife Financial** (Canada), le **Royal London Group** (Royaume-Uni), **BlackRock** (États-Unis), le groupe **OTP Bank** (Hongrie) et **UBS** (Suisse).

Camille Delgrange de BreakFree Suisse déclare : « *UBS détient des obligations Petrobras, alors que Petrobras prévoit de poursuivre l'exploitation pétrolière pendant encore un siècle dans l'un des écosystèmes les plus fragiles de la planète, qui est également un territoire autochtone. Cela va totalement à l'encontre de son propre objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Comment peut-on justifier cela ?* »

³ <https://coalexit.org/mcel>

⁴ <https://gogel.org>



Analyse des investisseurs suisses

La Suisse occupe la 8e place parmi les 10 principaux pays investisseurs. Les plus grands investisseurs dans les énergies fossiles en Suisse sont l'**UBS** (71,7 milliards de dollars US), **Pictet** (15,2 milliards de dollars US) et la **Banque nationale suisse** (BNS) (9,3 milliards de dollars US). Avec 71,7 milliards de dollars US, **l'UBS occupe la 14e place parmi les plus grands investisseurs institutionnels mondiaux dans les énergies fossiles, ainsi que la 2e place parmi les plus grands investisseurs européens.**

La part de loin la plus importante de ces montants est investie en actions : chez UBS, elle s'élève à 64,8 milliards de dollars US, chez Pictet à 11,5 milliards de dollars US et, chez la Banque nationale suisse, elle correspond à la totalité du volume. Les principales participations d'UBS sont **ExxonMobil** (5,1 milliards de dollars US), **Shell** (3,6 milliards de dollars US) et **Chevron** (3,5 milliards de dollars US). Chez Pictet, il s'agit de la société britannique **SSE plc** (3,1 milliards de dollars US), de **Siemens** (685 millions de dollars US) et de **RWE** (677 millions de dollars US). Les principaux postes liés aux énergies fossiles détenus par la Banque nationale suisse sont les groupes américains **ExxonMobil** (1,8 milliard de dollars US), **GE Vernova** (652 millions de dollars US) et **ConocoPhillips** (388 millions de dollars US).

Le tableau est quelque peu différent **lorsqu'on examine les placements des investisseurs suisses dans des obligations à très longue échéance** émises par des entreprises du secteur des énergies fossiles. L'ensemble des investisseurs analysés en Suisse ont investi 1,2 milliard de dollars US dans des obligations du secteur des énergies fossiles dont l'échéance s'étend au moins jusqu'en **2051**. Là encore, **l'UBS** occupe de loin la première place en termes de bilan négatif : elle détient de telles obligations pour une valeur totale de 467 millions de dollars US. Elle est toutefois suivie par la **Banque cantonale de Zurich** (171 millions de dollars US) et **Vontobel** (121 millions de dollars US).

Asti Roesle, de l'Alliance climatique suisse, commente : « *Alors que la Suisse s'est fixé comme objectif, inscrit dans la loi, d'atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici*

2050, les grands investisseurs suisses, en particulier l'UBS, semblent continuer à parier sur un avenir basé sur les énergies fossiles. Chez UBS, on remarque par ailleurs les contradictions flagrantes entre ses activités bancaires et ses activités d'investissement. Des données récemment publiées montrent à quel point l'UBS a réduit son financement bancaire en faveur des groupes du secteur des énergies fossiles ces dernières années.⁵ Elle semble toutefois méconnaître le fait que les investissements, notamment dans les obligations émises par ces groupes, contribuent eux aussi à maintenir en vie ces activités destructrices. Dans le domaine de l'investissement respectueux du climat, l'UBS est loin derrière. »

Il existe une meilleure solution

Et pourtant, on observe justement en Suisse des évolutions positives dans le secteur des placements. En juin 2026, **l'Association suisse pour des investissements responsables (SVVK-ASIR)**, qui regroupe douze grandes caisses de retraite et compagnies d'assurance suisses gérant un patrimoine total de plus de **350 milliards de dollars US**, a adressé une recommandation à ses membres : ces derniers devraient cesser d'acheter des titres de créance des entreprises ExxonMobil, Chevron, Marathon Petroleum, Saudi Aramco, PBF Energy, Phillips 66 et Valero Energy Corporation.⁶ C'est la première fois que la SVVK-ASIR formule une telle recommandation. Ethos a également précisé récemment ses critères d'exclusion afin d'exclure à l'avenir des solutions de placement Ethos les entreprises qui développent de nouveaux projets liés au gaz naturel et au pétrole.⁷

Amandine Favier, du WWF Suisse, ajoute : « Les récentes annonces de la SVVK et d'Ethos constituent un signal important pour le marché : le temps est écoulé pour les entreprises du secteur fossile qui ne sont pas prêtes à opérer une transition durable. Les investisseurs comme le monde politique suisse sont désormais appelés à veiller à ce que les décisions de la SVVK et d'Ethos soient prises en compte sur le marché financier et qu'elles deviennent la norme. »

⁵

<https://www.urgewald.org/presse/neuer-banken-bericht-mehr-900-mrd-us-dollar-fuer-fossile-brennstoffe-2025>

⁶ <https://mailchi.mp/f51b28dbb5f4/updated-list-for-recommendations-for-exclusion-14769676?e=2fa2081aa6>

⁷ <https://www.ethosfund.ch/de/fossile-energien-ethos-praezisiert-ihre-ausschlusskriterien>



D'autres investisseurs institutionnels sont allés encore plus loin. La société scandinave **Nordea Asset Management** ne participe plus aux émissions obligataires des entreprises qui développent leur production de pétrole et de gaz.⁸ **BNP Paribas Asset Management**, troisième gestionnaire d'actifs européen, n'investit pas dans les nouvelles émissions obligataires des entreprises qui recherchent de nouvelles sources de pétrole et de gaz ou qui exploitent ces ressources.⁹ **Ofi Invest**, quatrième gestionnaire d'actifs français, exclut l'achat d'obligations d'entreprises lorsque celles-ci participent à l'exploitation de combustibles fossiles non conventionnels, à des projets d'expansion ou d'exploration dans le secteur des énergies fossiles, ainsi qu'aux exportations de GNL.¹⁰

Le réassureur français **SCOR**, l'un des leaders de son secteur, n'investit plus dans les actions et les obligations des entreprises pétrolières et gazières ayant des projets d'expansion dans le secteur en amont.¹¹ Le **PFZW**, aux Pays-Bas – classé 14e parmi les plus grands fonds de pension mondiaux – a **cédé en 2024 ses participations dans 310 producteurs mondiaux de pétrole et de gaz**, dont Shell, BP et TotalEnergies. Seuls sept producteurs de pétrole et de gaz font encore partie du portefeuille du PFZW. **Joanne Kellerman, présidente du conseil d'administration de PFZW, a déclaré à ce sujet** : « Le dialogue intensif mené ces deux dernières années avec le secteur pétrolier et gazier sur les questions climatiques nous a clairement montré que la plupart des entreprises du secteur des énergies fossiles ne sont pas prêtes à adapter leurs modèles économiques à l'Accord de Paris. »¹² En 2025, PFZW a par ailleurs cessé d'investir dans

8

<https://www.nordea.com/en/news/nordea-updates-sector-target-and-clarifies-position-on-oil-and-gas-extraction>

⁹ <https://www.reuters.com/business/finance/bnp-paribas-fund-arm-exclude-new-oil-gas-bonds-2024-11-27/>

¹⁰

https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/investment-policy_sectorial-and-norms-based-exclusions.pdf

¹¹ SCOR-Nachhaltigkeitsrichtlinie, Mai 2025

¹²

<https://www.esgtoday.com/dutch-pension-giant-pfzw-divests-98-of-oil-and-gas-companies-over-lack-of-climate-action/>

des fonds d'actions gérés par **BlackRock**, invoquant un manque d'alignement sur les questions climatiques.¹³

En résumé, Heffa Schücking, directrice générale d'urgewald, déclare : « *Alors que certaines institutions ont réalisé des progrès significatifs, notre étude montre que la plupart des investisseurs institutionnels ne respectent ni nos objectifs climatiques ni leur devoir fiduciaire à long terme. Les investissements dans le secteur énergétique traditionnel représentent généralement moins de 5 % du portefeuille d'un investisseur, mais ils alimentent une crise qui met en péril 95 % des investissements. Dans un monde en proie à un effondrement climatique, il n'y a ni retraite sûre, ni épargne sûre, ni rendement sûr. »*

13

<https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/dutch-fund-pfzw-reduces-blackrock-ties-over-clash-sustainability-2025-09-03/>



**alliance
climatique**
suisse

Accès à l'ensemble des résultats et à l'outil d'analyse :

<https://investinginclimatechaos.org>

Lien vers la méthodologie : <https://investinginclimatechaos.org/methodology>

Contacts

Heffa Schücking | Directrice générale d'urgewald
(sur place lors de la London Climate Action Week)
heffa@urgewald.org

Moritz Schröder-Therre | Porte-parole d'urgewald
+49 152 215 799 77, moritz@urgewald.org

Asti Roesle | Responsable Climat et place financière, Alliance climatique suisse
+41 79 277 33 85, asti.roesle@klima-allianz.ch

ANNEXE

Tableau 1 : Les 21 plus grands investisseurs institutionnels dans les entreprises des industries fossiles. Les 21 plus grands investisseurs détiennent 50 % du volume des actions et obligations d'entreprises des industries fossiles analysées dans cette étude. Les valeurs sont indiquées en millions de dollars américains et arrondies au million le plus proche.

Classement	Name des Investors	Pays	Investissements totaux
1	Vanguard	USA	659.451
2	BlackRock	USA	553.299
3	Public Investment Fund	Saudi-Arabien	283.676
4	State Street	USA	257.273
5	Capital Group	USA	197.275
6	Fidelity Investments	USA	149.274
7	Geode Capital Holdings	USA	131.661
8	JPMorgan Chase	USA	105.696
9	Government Pension Fund Global (GPF)	Norwegen	91.293
10	Morgan Stanley	USA	85.134
11	Berkshire Hathaway	USA	83.255
12	Franklin Resources	USA	75.524
13	T. Rowe Price	USA	74.057
14	UBS	Schweiz	71.651
15	Invesco	USA	69.930
16	Dimensional Fund Advisors	USA	67.630
17	Royal Bank of Canada	Kanada	67.175
18	Wellington Management	USA	63.957
19	Government Pension Investment Fund (GPIF)	Japan	63.826
20	Charles Schwab	USA	62.568
21	Bank of America	USA	60.326

Tableau 2 : Les dix principaux pays investisseurs. Les investisseurs institutionnels de ces dix pays représentent 90 % des investissements analysés dans cette étude. Les valeurs sont indiquées en millions de dollars américains et arrondies au million le plus proche.

Classement	Pays où se trouve le siège social	Investissements totaux
1	USA	4.030.916
2	Kanada	377.140
3	Japan	310.436
4	Saudi-Arabien	291.544
5	Vereinigtes Königreich	198.811
6	Indien	148.677
7	Frankreich	131.883
8	Schweiz	126.885
9	Deutschland	114.196
10	China	113.722